




Genève, le 30 janvier 2013

Le Conseil d'Etat

493-2013

GS / UVEK				
31. JAN. 2013				
Nr. 				
z. K.	Fach	Nr.	Sektion	
DIR				
BWO			Sachb.	
KOM				
BFE			Termin	
OFEN			Kopie	
UFE				
AEF			Akten-Nr.	
AEW				
ABS				
ELB			Erledigt	

Madame
Doris Leuthard
Conseillère fédérale chargée du
département fédéral de l'environnement,
des transports, de l'énergie et de la
communication (DETEC)
3003 Berne

Concerne : Stratégie énergétique 2050

Madame la Conseillère fédérale,

En date du 28 septembre 2012, vous avez prié notre Conseil de vous transmettre son avis sur le projet mentionné en marge et nous vous en remercions.

Tout d'abord, notre Conseil souhaite saluer la décision du Conseil fédéral d'abandonner progressivement l'énergie nucléaire et sa volonté de mettre en œuvre une nouvelle politique énergétique fondée sur le concept de la société à 2000 watts et centrée sur l'efficacité énergétique et la promotion des énergies renouvelables. Cette restructuration fondamentale de notre système énergétique est une opportunité pour l'avenir de la Suisse de s'appuyer sur la qualité de sa recherche et de son savoir-faire technique pour être à la pointe dans le domaine des nouvelles technologies de l'énergie.

Notre Conseil relève que le paquet de mesures faisant l'objet de la consultation est en accord avec les orientations de la politique énergétique de notre canton. Nous saluons, en particulier, les objectifs ambitieux de réduction de la consommation d'énergie, le soutien accru à la géothermie, la prise en compte de l'énergie dans les procédures de planification du territoire, la suppression du plafonnement des coûts pour le soutien à la production d'électricité d'origine renouvelable et l'introduction d'un système de rétribution pour l'électricité issue du couplage chaleur-force alimenté au gaz. Par conséquent, notre Conseil approuve la stratégie énergétique 2050 de la Confédération.

En outre, nous proposons de renforcer et de compléter le paquet de mesures dans certains domaines.

En premier lieu, notre Conseil préconise d'introduire des objectifs de valorisation de l'énergie thermique renouvelable ainsi que des mesures pour soutenir son développement et la construction des infrastructures nécessaires à sa distribution. L'énergie thermique et ses réseaux de distribution devraient, en particulier, être intégrés dans la planification territoriale. Cela concerne, notamment, la géothermie de petite et de grande profondeur et l'utilisation des eaux de surface. A propos des énergies renouvelables, il convient de veiller à ce que le développement de leur utilisation soit mis en œuvre en bonne coordination avec la stratégie biodiversité suisse.

Concernant la géothermie, nous souhaitons que la loi précise que les garanties s'appliquent également aux projets destinés à fournir de la chaleur.

Dans le domaine fiscal, notre Conseil s'étonne que l'exigence du respect d'une norme énergétique minimale pour les investissements qui servent à économiser l'énergie et à ménager l'environnement ne débute qu'en 2025, au vu de l'importance d'inciter les propriétaires à faire des rénovations performantes dès aujourd'hui.

Par ailleurs, la réduction des émissions de CO₂ ne devrait à notre sens pas être à la seule charge des propriétaires de bâtiments et les transports devraient y apporter une contribution significative. A cette fin, nous suggérons de prélever la taxe sur le CO₂ également sur les carburants fossiles. Nous proposons également que l'urbanisation soit organisée de façon à limiter les impacts des transports.

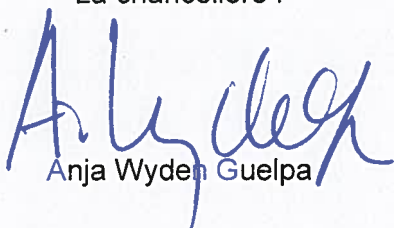
Enfin, nous préconisons de faire figurer dans la loi la date d'arrêt définitif des centrales nucléaires évoquée dans le rapport explicatif. Ainsi les secteurs économiques bénéficieraient de conditions-cadres fiables leur permettant de planifier et réaliser les investissements nécessaires à la nouvelle stratégie énergétique. En effet, seuls des investissements conséquents dans l'efficacité et dans les énergies renouvelables nous mettront, à terme, à l'abri d'une hausse massive des prix sur le marché des énergies fossiles et d'un risque de rupture d'approvisionnement.

Pour le surplus, les propositions de notre Conseil figurent dans les réponses au formulaire soumis en consultation, que nous joignons en annexe.

Nous vous prions de croire, Madame la Conseillère fédérale, à l'assurance de notre haute considération.

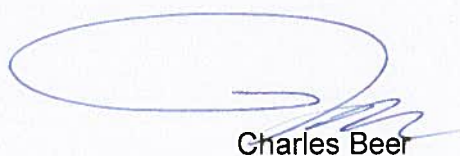
AU NOM DU CONSEIL D'ÉTAT

La chancelière :



Anja Wyden Guelpa

Le président :



Charles Beer

Annexe mentionnée

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050

Organisation répondant au questionnaire:

République et Canton de Genève, le Conseil d'Etat.

Sommaire

Questionnaire sur le projet soumis à la consultation de la Stratégie énergétique 2050	1
Questions générales	2
Loi sur l'énergie nucléaire	2
Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie	3
Efficacité énergétique	3
Bâtiment	3
Mobilité	4
Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique	5
Industrie et services	6
Energies renouvelables	6
Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution	7
Système de rétribution de l'injection	8
Contribution unique aux petites installations photovoltaïques	9
Supplément sur les coûts de transport	10
Centrales fossiles	10
Réseaux	11

Afin de cocher les cases pour répondre aux questions, cliquer deux fois dessus puis cliquer sur «Case activée».

Questions générales

1. Êtes-vous dans l'ensemble d'accord avec le projet mis en consultation concernant la Stratégie énergétique 2050?

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous approuvons l'orientation générale du projet: sortie progressive du nucléaire, réduction de la consommation d'énergie et d'électricité, développement des énergies renouvelables et réduction des émissions de CO2. Nous relevons la nécessité d'assurer une bonne coordination avec la stratégie biodiversité suisse (SBS), un chapitre relatif à cette coordination devant être rédigé dans la stratégie énergétique 2050 en regard en particulier du chapitre 7.1.7 de la SBS, consacré aux énergies renouvelables.

2. Etes-vous d'accord avec la Stratégie énergétique 2050 qui procède par étapes (deuxième étape selon le chiffre 1.4 du rapport explicatif)?

Rapport explicatif: 1.3 (premier paquet de mesures), 1.4 (deuxième étape)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous saluons la volonté de mettre en place rapidement des mesures éprouvées tout en préparant, en parallèle, les réformes indispensables à la restructuration fondamentale de notre système énergétique.

3. Etes-vous d'accord de lier la sortie progressive du nucléaire au présent paquet de mesures?

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous considérons que la sortie du nucléaire est indispensable.
Notre canton a, depuis de nombreuses années, fait le choix de bannir l'énergie nucléaire et de favoriser les économies d'énergie et les sources d'énergie renouvelables. Il juge inacceptable le risque que fait peser la technologie nucléaire sur la population et l'environnement, tant à court terme (risque d'accident dans les centrales nucléaires) qu'à long terme (élimination des déchets radioactifs).

Loi sur l'énergie nucléaire

4. Etes-vous d'accord que l'octroi d'autorisations générales pour la construction de nouvelles centrales nucléaires soit interdit?

Loi sur l'énergie nucléaire, art. 12, al. 4 (nouveau)

Rapport explicatif: 1.2 et 2.2.6

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Une date d'arrêt définitif des centrales nucléaires devrait également figurer dans la loi afin que les secteurs économiques bénéficient de conditions-cadres fiables pour réaliser les adaptations structurelles nécessaires à la nouvelle stratégie énergétique.

Objet, objectifs et principes de la loi sur l'énergie

5. Etes-vous d'accord que la loi fixe des objectifs de développement pour la production d'électricité issue des énergies renouvelables et des objectifs de consommation?

LEne art. 2 et 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: ensemble du rapport, notamment les points 1.2, 1.3, 1.6, 2.1 (1^{er} chapitre)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous sommes d'accord avec le principe de fixer des objectifs, mais nous ne sommes pas d'accord avec certaines des valeurs sectorielles visées (cf. réponse à la question 20).

Pour le surplus, nous souhaitons que des objectifs soient également fixés pour le développement de l'énergie thermique renouvelable.

Efficacité énergétique

Bâtiment

6. Etes-vous d'accord avec l'augmentation prévue des ressources totales allouées à la Confédération et aux cantons en vue de renforcer le programme Bâtiments à 600 millions de francs par an au maximum dès 2015?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Le parc de bâtiments consomme à lui seul plus du tiers de l'énergie finale utilisée en Suisse. Il est donc indispensable de poursuivre l'effort de rénovation entrepris. Le programme Bâtiment actuel ayant engagé la totalité des moyens des 5 premières années en moins de 3 ans, il est nécessaire de le renforcer.

PS. Nous vous signalons une erreur de traduction. En effet, il ne s'agit pas de "ressources allouées à la Confédération et aux cantons" mais de "ressources allouées par la Confédération et par les cantons".

7. Quelle variante préférez-vous pour la modification de la base légale relative à l'affectation du produit de la taxe sur le CO₂ au domaine du bâtiment?

Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment) et 2.2.2

- ☐ Variante 1 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 1*)
☒ Variante 2 (*Loi sur le CO₂, modifications art. 29 et 34, variante 2*)
☐ Aucune des deux variantes
☐ Sans opinion

Remarques:

La variante 2 a l'avantage de permettre la poursuite du Programme Bâtiment sous sa forme actuelle et d'éviter des "stop and go" démotivants pour tous les acteurs. L'essentiel du financement est assuré par la taxe sur le CO₂, alors que la variante 1 repose sur un effort financier considérable des cantons qui devraient multiplier au moins par 5 les budgets alloués aux programmes de subvention énergétique.

8. Etes-vous d'accord que la déduction fiscale des coûts d'investissements dans les bâtiments qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement puisse être répartie sur trois ans et qu'à partir de 2025, il ne soit possible de déduire fiscalement les investissements (cf. rapport explicatif: 2.2.3) qui servent à économiser l'énergie et à protéger l'environnement que lorsque le bâtiment concerné respecte une norme énergétique minimale déterminée?

Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct, art. 31a (nouveau), art. 32, al. 2^{bis} (nouveau), art. 32, al. 2^{ter} (nouveau), art. 67a (nouveau) et art. 205e (nouveau); Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, art. 9, al. 3^{bis} à 3^{quinq} (nouveau), art. 10, al. 1^{ter} (nouveau), art. 25, al. 1^{ter}, art. 72q (nouveau) et 78f (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.1 (Bâtiment), 2.2.3 et 2.2.4

☒ Oui
 ☐ Non
 ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous approuvons le principe.

Concernant les personnes morales et les indépendants, il paraît étonnant que la déductibilité de l'amortissement des investissements écologiques soit conditionnée au respect d'une norme énergétique minimale alors que tous les autres investissements "non écologiques" pourraient continuer à être activés et amortis sans contrainte.

Mobilité

9. Etes-vous d'accord avec le renforcement de la valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de tourisme immatriculées pour la première fois à 95 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui
 ☐ Non
 ☐ Sans opinion

Remarques:

10. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une valeur cible d'émissions de CO₂ pour les voitures de livraison et pour les tracteurs à sellette légers immatriculés pour la première fois et sa fixation à 175 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2017 et à 147 g CO₂/km en moyenne d'ici la fin 2020?

Loi sur le CO₂, modification art. 10

Rapport explicatif: 1.3.1 (Mobilité) et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Nous proposons que des valeurs cibles soient également introduites pour les motocycles. En effet les émissions CO₂ des motocycles deviennent de plus en plus significatives en raison de leur forte expansion. Quant aux poids-lourds, comme ils sont la catégorie de véhicule la plus émettrice de CO₂, il serait pertinent que la Confédération étudie l'opportunité de l'introduction de telles mesures.

Entreprises d'approvisionnement en énergie et entreprises de la branche énergétique

11. Etes-vous d'accord que les fournisseurs d'électricité doivent remplir les objectifs fixés en vue d'accroître constamment l'efficacité de la consommation d'électricité (au moyen de l'introduction de certificats dits blancs)?

LEne, art. 43 à 46, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Entreprises d'approvisionnement en énergie) et 2.1 (chapitre 6, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous suggérons que cette obligation concerne également les gestionnaires de réseau. Ainsi les mesures d'efficacité seraient implémentées dans leur zone de desserte, soit sur l'ensemble du territoire national. Cas échéant, l'objectif d'efficacité pourrait être partagé entre fournisseurs et gestionnaires de réseau.

12. Etes-vous d'accord que la Confédération ait la possibilité d'obliger les entreprises de la branche énergétique, aux fins de transparence et d'information, à publier des données (notamment relatives à la consommation d'électricité et de chaleur de groupes de clients et relatives aux offres et aux mesures visant à promouvoir les énergies indigènes, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique)?

LEne, art. 62, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 9)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous proposons de supprimer le terme "fédérales" dans la première phrase de l'article 60 alinéa 1 et dans la première phrase de l'article 62 alinéa 1 afin que l'obligation de renseigner puisse également être invoquée par les autorités cantonales ainsi qu'elles le font aujourd'hui en s'appuyant sur l'article 21 de l'actuelle loi.

Nous suggérons d'inclure à la lettre a de l'article 62 alinéa 1 les données de la consommation des énergies fossiles.

Industrie et services

13. Etes-vous d'accord avec l'élargissement des appels d'offres publics à la production et à la distribution d'électricité?

LEne, art. 33, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 4)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

14. Etes-vous d'accord que les consommateurs finaux dont la consommation électrique annuelle est supérieure à 0,5 GWh puissent s'engager envers la Confédération à accroître leur efficacité électrique et à réduire leurs émissions de CO₂ et ainsi se faire rembourser le supplément sur les coûts de transport?

LEne, art. 38, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.1 (Industrie et services) et 2.1 (chapitre 5, 1^{er} paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Pour des PME n'entrant pas dans la catégorie des grands consommateurs, nous souhaitons que soit maintenue la possibilité de rembourser des entreprises en raison de leur intensité énergétique (coût de l'énergie supérieur à 10% de la valeur ajoutée brute selon art 15b al.3 de la loi actuelle) ou de cas de rigueur. Charge aux PME considérées de devoir également remplir des conditions d'efficacité.

Il nous apparaît que la seconde phrase de l'alinéa 3 de l'article 38 devrait comporter l'ajout suivant : [...] supportables, *ne pas entraîner d'inconvénients majeurs au niveau de l'exploitation* et tenir compte de manière adéquate des autres mesures d'efficacité et de réduction déjà prises."

Energies renouvelables

15. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une planification commune de la Confédération et des cantons et d'un plan des potentiels de développement à l'échelle suisse pour le développement des énergies renouvelables?

LEne, art. 11 et 12, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Cette planification est nécessaire pour accroître la production d'énergies renouvelables. Elle devrait également inclure le développement de l'énergie renouvelable thermique, notamment géothermique, ainsi que les infrastructures nécessaires à son transport.

16. Etes-vous d'accord que les cantons soient obligés de délimiter dans le plan directeur, en particulier pour la force hydraulique et l'énergie éolienne, les zones et les tronçons de cours d'eau propres à l'utilisation et à présenter à cette fin un plan d'affectation?

LEne, art. 13, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous suggérons d'ajouter, dans le plan d'affectation, les zones d'utilisation de la géothermie, les zones d'utilisation des eaux de surfaces à des fins thermiques ainsi que les zones de stockage d'énergie.

17. Etes-vous d'accord que de nouvelles installations destinées à utiliser les énergies renouvelables puissent revêtir un intérêt national à partir d'une certaine taille et d'une certaine importance?

LEne, art. 14, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif 1.3.2 (Mesures de soutien), 2.1 (chapitre 2, 2^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Cet intérêt national doit s'inscrire dans un équilibre entre politiques publiques qui concernent non seulement le développement des énergies renouvelables mais également la protection de la nature, du paysage et de la biodiversité. Il conviendra également de veiller au respect des engagements de la Confédération en matière de protection d'objets ou d'espèces d'intérêt international (Convention Espoo, Convention de Berne, Sites Emeraude).

Conditions de raccordement, obligations de reprise et de rétribution

18. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une réglementation de la consommation propre, autrement dit avec la création de la possibilité légale pour des exploitants d'installations de consommer l'énergie qu'ils ont eux-mêmes produite?

LEne, art. 17, al. 2, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 1^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Des dispositions sur le comptage de cette consommation propre (p.ex. en temps réel pour les grandes installations, selon un profil type pour les petites) devraient être précisées afin que le coût du réseau puisse être correctement imputé.

Système de rétribution de l'injection

19. Etes-vous d'accord avec l'exclusion de la participation au système de rétribution de l'injection des usines d'incinération des ordures ménagères, des installations au gaz d'épuration et des installations alimentées partiellement aux combustibles ou aux carburants fossiles?

LEne, art. 18, al. 4, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Actuellement, il existe des potentiels de production d'électricité à partir de l'incinération des ordures ménagères et du gaz d'épuration qui ne sont pas exploités. Par ailleurs ce n'est pas au traitement des déchets ou des eaux usées qu'il revient de financer les surcoûts d'une production électrique. Dès lors, il faut maintenir l'accès au système de rétribution à prix coûtant pour ces installations.

Il ne faut pas non plus exclure les installations partiellement alimentées en énergie fossile. Cela reviendrait p. ex. à se priver de centrales chaleur-force alimentées en biomasse lorsqu'elles ont besoin d'un appoint fossile pour couvrir les pointes de demandes, au risque que la seule alternative rentable soit entièrement fossile.

20. Etes-vous d'accord avec la limitation des moyens financiers annuels disponibles pour la promotion des installations photovoltaïques? Ce contingentement doit remplacer la réglementation aujourd'hui échelonnée avec le plafond global et les plafonds partiels.

LEne, art. 20, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe)

☐ Oui ☒ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

La Suisse a un important retard à combler en matière de photovoltaïque. Pour le surplus, la valeur indicative de 600 GWh est beaucoup trop basse et conduirait à freiner développement de cette branche.

21. Etes-vous d'accord qu'un organe séparé soit créé en la forme d'une filiale de la Société nationale du réseau de transport pour l'exécution du système de rétribution de l'injection et pour les nouvelles tâches (rétribution unique pour les petites installations photovoltaïques, système de rétribution du CCF)?

LEne, art. 65 et 66, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 10)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Contribution unique aux petites installations photovoltaïques

22. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées en dehors du modèle de la rétribution de l'injection?

LEne, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

23. Etes-vous d'accord que les installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW soient encouragées avec une contribution unique (rétribution unique) au lieu de la rétribution de l'injection? Ou préférez-vous, comme alternative à la rétribution unique, le *Net Metering* pour la promotion future des petites installations photovoltaïques d'une puissance inférieure à 10 kW?

LEne, art. 28 à 30, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 3, 3^e paragraphe)

☒ Rétribution unique
☐ *Net Metering*
☐ Aucune des options mentionnées

Remarques:

24. Etes-vous d'accord que les petites installations photovoltaïques d'une puissance de moins de 10 kW en liste d'attente (sans décision positive) soient retirées du système de rétribution de l'injection et encouragées au moyen d'une rétribution unique?

LEne, art. 71, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 2.1 (chapitre 3, 2^e paragraphe et chapitre 12)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Supplément sur les coûts de transport

25. Etes-vous d'accord avec la suppression du plafond global et des plafonds partiels pour le financement des rétributions?

LEne, art. 36, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.2 (Soutien financier) et 2.1 (chapitre 5)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Centrales fossiles

26. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'un système de rétribution du CCF?

LEne, art 31 ss, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Nous proposons de remplacer dans la première phrase de l'article 31 alinéa 1 "[...]qui utilisent *entièrement* la chaleur produite" par "[...]qui utilisent *en majeure partie* la chaleur produite".

27. Etes-vous d'accord avec le domaine de promotion du système de rétribution du CCF (installations dont la puissance calorifique se situe entre 0,35 MW et 20 MW compris)?

LEne, art. 31, al. 1, projet du 28 septembre 2012

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.1 (chapitre 3, 4^e paragraphe)

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

Il n'est pas approprié de soutenir des installations de plus faible puissance car leur efficacité énergétique est, en général, significativement moins bonne.

28. Etes-vous d'accord avec l'introduction d'une obligation de compenser toutes les émissions produites allant de pair avec l'exemption de la taxe sur le CO₂ pour les installations participant au système de rétribution du CCF?

Loi sur le CO₂, art. 22, al. 4^{bis} (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.3 et 2.2.2

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

29. Quelles autres alternatives possibles pour promouvoir le couplage chaleur-force proposez-vous?

L'interdiction d'installer ou de remplacer des chaudières d'une certaine taille (par exemple dont la puissance calorifique est supérieure à 1 MW) sans production simultanée d'électricité et valorisation de la chaleur.

Réseaux

30. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées visant à accélérer la procédure dans le domaine du droit de l'électricité, notamment avec la limitation du recours au Tribunal fédéral aux questions juridiques de principe?

Loi sur le Tribunal fédéral, art. 83, let. w (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.1

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques:

31. Etes-vous d'accord avec les réglementations proposées relative à l'introduction et à la prise en charge des coûts des systèmes de mesure intelligents?

Elle concerne notamment les normes de délégation relatives à l'introduction et à la fixation d'exigences minimales et la possibilité pour les gestionnaires de réseau de répercuter sur les clients finaux les coûts de l'introduction des systèmes de mesure intelligents prescrits par la loi en tant que coûts de réseau imputables.

Loi sur l'approvisionnement en électricité, art. 15, al. 1 et 1^{bis} (nouveau) et art. 17a (nouveau)

Rapport explicatif: 1.3.4 et 2.2.8

☒ Oui ☐ Non ☐ Sans opinion

Remarques: